

Contre la loi Darmanin, contre leur ordre social

Personne n'émigre par plaisir. La migration, ce n'est pas du tourisme ou du voyage, c'est un déplacement forcé à la recherche de meilleures conditions de (sur)vie. La migration, c'est aussi risquer sa vie pour franchir les frontières militarisées et meurtrières, avec pour horizon la condamnation à la clandestinité pour celles et ceux qui y sont parvenus. C'est ce qui fait que plus de 200 exilés s'entassent dans un camp de fortune à Ouistreham, plus de 200 dans des squats de l'agglomération caennaise et au moins 300 sur les trottoirs de Caen, tandis qu'il y a ici environ 10.000 logements vides. Ces logements vides participent d'ailleurs à la spéculation immobilière que chacun et chacune subit, avec une augmentation des prix pour se loger.

La loi Darmanin, qui sera discutée au sénat début novembre, va encore renforcer la répression contre les personnes immigrées et sans papiers en facilitant les arrestations, l'enfermement et les expulsions. Pour mener cette politique raciste, le gouvernement prévoit la construction d'au moins 10 nouveaux centres de rétention administrative (CRA), qui sont des prisons pour sans papiers. Cette loi va être votée dans un contexte d'attaques globales contre des pans entiers de la population.

De fait, **la société est de plus en plus structurée par une opposition entre inclus et exclus**. A l'image des déchets qui s'accumulent avec la consommation, de plus en plus de personnes sont considérées comme des rebus. L'être superflu par excellence est le taulard, le sans-abri ou l'exilé, pris dans des mécanismes à la fois d'exclusion et d'invisibilisation qui sont en réalité des formes d'élimination sociale. C'est comme si une fraction toujours plus importante de la population était excédentaire, en trop.

Dans les pays les plus riches (comme la France), ce phénomène prend des formes variées : les expulsions locatives augmentent du fait du chômage et de la précarisation du travail (plus de 150.000 assignations en justice, 60.000 commandements de quitter les lieux, 14.000 expulsions avec le concours des forces de l'ordre chaque année en France). En 2023, un tiers de la population déclare ne pas réussir à faire trois repas par jour et près de la moitié de se priver de certains actes médicaux faute de revenus suffisants. Les conditions de vie se dégradent pour une frange importante de la population. La construction des prisons est une autre forme du phénomène.

En France, le nombre de détenus et détenues est passé de 30.000 à près de 90.000 entre 1970 et 2023 : une multiplication par trois en 40 ans. Il faut ajouter les 10.000 détenus sous bracelet électronique, les TIG (Travaux d'Intérêt Généraux), les assignations à résidence, etc. En tout, plus de 250.000 personnes en 2021 sont entre les mains de l'administration pénitentiaire. Or, les prisonniers ont un profil social explicite : ce sont les pauvres, les rebelles, les marginaux et marginales, les « indésirables ». La prison est un outil de gestion de la misère et du maintien de l'ordre de la hiérarchie et du fric.

Dans les pays les plus pauvres, la majorité de la population a depuis longtemps été déclarée *superflue*. Elle ne peut plus survivre que grâce à un mélange de travail très précaire dans le secteur formel et le plus souvent de subsistance dans le secteur informel, souvent assuré par les femmes (doublement exclues). Dans ces pays – dans lesquels existent des élites très riches – l'exil se généralise pour diverses raisons. Des centaines de millions de personnes sont forcées de quitter leur terre et leurs proches à cause de guerres, coups d'État, catastrophes écologiques, famines ou simplement du fonctionnement normal de la production capitaliste et industrielle (acquisitions de terres à grande échelle par des entreprises étrangères, destruction des campagnes et des forêts, licenciements de masse, mécanisation de l'agriculture et fin de la paysannerie vivrière, etc.). Les personnes qui migrent ont d'abord souffert de l'exploitation et de régimes totalitaires dans leurs propres pays, dont la corruption de leurs dirigeants n'est qu'un aspect. Leur arrivée ici découle de conflits géopolitiques complexes, dont l'État français est l'un des acteurs, de par son histoire coloniale et de par sa politique néo-colonialiste actuelle.

Les puissances comme la France créent les conditions de la misère : elles mènent des guerres pour s'accaparer les ressources stratégiques, corrompent des dictateurs et participent à les mettre en place et/ou les maintenir, continuent le pillage des ressources naturelles, détruisent les espaces de vie et les économies locales, vendent les armes responsables des bombardements et massacres, etc. En 2018, l'industrie de guerre française vendait à l'étranger pour 9 milliards d'euros, un peu moins que l'année record de 2015 avec près de 17 milliards d'euros. Globalement, les ventes d'armes dans le monde des principaux fournisseurs que sont les États-Unis, la Russie et la France ne cessent d'augmenter. Pour toujours plus de bombes qui atterrissent sur des gens contraints

à l'exil.

Le port de Ouistreham, par exemple, est particulièrement concerné par ce phénomène : des centaines de migrants, en majorité des jeunes soudanais fuyant la guerre et la répression de la dictature militaire, s'entassent dans un camp de fortune et sont sans cesse harcelés par les flics. En 2023, les réfugiés dans le monde sont 110 millions, notamment du fait des guerres au Yémen, au Soudan et en Ukraine, ou de la répression en Syrie, en Afghanistan et en Iran. Alors, on applaudit de loin les jeunes et moins jeunes révolté-es contre le régime des Ayatollahs, mais on leur refuse de venir se réfugier ici ? La plupart des exilé-es se réfugie dans les pays dits du Sud, d'autres tentent les routes difficiles de l'exil vers les pays occidentaux, où les attendent barrières sécurisées, centres de rétention et reconduites à la frontière – quand ce n'est pas la noyade en Méditerranée ou la mort de soif en traversant le désert vers les Etats-Unis. Qui croit sérieusement que des murs plus hauts, des barbelés plus tranchants, vont les empêcher de fuir ? Quand on a déjà tout perdu, on n'a plus grand-chose à perdre...

Une autre cause des expulsions massives, c'est le fait que de vastes étendues de terres et d'eaux ont été ravagées et sont mortes, ne permettant pas à la vie de s'y développer dans de bonnes conditions. La terre peut être épuisée par des intrants chimiques ou des pollutions diverses. C'est le cas par exemple au Niger autour des installations nucléaires françaises, ou au Nigeria, où le delta du Niger est souillé par les déversements de pétrole de Shell et d'autres compagnies pétrolières, ou encore dans la région de Fukushima suite à l'accident nucléaire de 2011 (500.000 personnes évacuées). De manière générale, le réchauffement climatique combiné aux ravages industriels provoque des déplacements de population qui vont considérablement augmenter dans les années à venir : vagues de chaleur et désertification, montée des eaux (disparitions de micro-Etats polynésiens et perte du littoral), cyclones et tempêtes plus intenses, terres et eaux pollués rendant difficile les possibilités de vie.

Dans sa version la plus autoritaire et raciste, le système capitaliste assume les morts qui vont avec ses politiques répressives et anti-migratoires. Dans sa version un peu plus soft, il fait le tri, prélève celles et ceux qui répondent à ses besoins et jette celles et ceux qui n'y répondent pas. L'« immigration choisie » consiste à entrebâiller les portes de l'Europe afin qu'y entrent les personnes considérées comme utiles et rentables. Quant aux « indésirables » qui parviennent à passer les frontières, cette catégorie de population privée des rares droits arrachés à l'Etat représente pour l'économie capitaliste une main d'œuvre malléable et corvéable à merci. Ces rapports capitalistes et coloniaux, cette économie qui réduit tout et tout le monde à des marchandises, rendent ce monde toujours plus invivable. L'intensification des flux migratoires ne sort donc pas de nulle part mais est l'une des conséquences tragiques de la violence de l'ordre économique dominant.

Comme d'habitude, les discours et les politiques anti-immigration cherchent surtout à distraire et pointer des ennemi-e-s imaginaires, pour rassurer les gens en leur montrant qu'il y a des pauvres encore plus précaires et victimes de chantage qu'elles et eux. Et surtout, pour pousser les exploité-e-s d'ici à décharger sur un bouc émissaire les tensions sociales. Cette division artificielle et organisée a pour fonction de créer l'illusion chez les exploité-es d'appartenir à une « Nation », pour masquer les inégalités et intérêts antagonistes entre les personnes de positions sociales différentes. Pourtant, d'un bout à l'autre de la planète, avec ou sans papier, avec chacun et chacune sa réalité singulière, c'est contre un même ordre social que l'on devrait combattre.

Des bombes qui pleuvent à Gaza et ailleurs à la fermeture de l'hébergement d'urgence ou la construction de prisons ici, tout cela relève d'une certaine *cohérence* : celle **de la domination capitaliste et de la domestication étatique et nationaliste**. La solution qui nous reste est de refuser leurs règles du jeu. S'auto-organiser à la base, ouvrir des logements vides pour y vivre, occuper des lieux stratégiques, récupérer les biens dont on a besoin sans les payer, s'attaquer à tout ce qui fait tenir leur monde. Et ce jusqu'à danser sur les ruines du vieux monde pour en bâtir un basé sur l'entraide, l'égalité et l'autonomie.

A bas l'Etat, le capitalisme et le nationalisme !

Révolté-es et exploité-es de tous les pays, unissons-nous !

Des anarchistes.